

GE_GERICHTE P/14481/2018 vom 17. Oktober 2019

GE Cour de justice, 2019-10-17, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_P_14481_2018

FR: GE_GERICHTE P/14481/2018 du 17 octobre 2019

IT: GE_GERICHTE P/14481/2018 del 17 ottobre 2019

Regeste

Circulation routière; Droit de la circulation routière | LCR.90.al1; LCR.92; LCR.34.al3; LCR.44.al1; LCR.51

Erwägungen

E. 3

3.1.1. Aux termes de l'art. 47 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP - RS 311.0), le juge fixe la peine d'après la culpabilité de l'auteur. Il prend en considération les antécédents et la situation personnelle de ce dernier ainsi que l'effet de la peine sur son avenir (al. 1). La culpabilité est déterminée par la gravité de la lésion ou de la mise en danger du bien juridique concerné, par le caractère répréhensible de l'acte, par les motivations et les buts de l'auteur et par la mesure dans laquelle celui-ci aurait pu éviter la mise en danger ou la lésion, compte tenu de sa situation personnelle et des circonstances extérieures (al. 2). La culpabilité de l'auteur doit être évaluée en fonction de tous les éléments objectifs pertinents, qui ont trait à l'acte lui-même, à savoir notamment la gravité de la lésion, le caractère répréhensible de l'acte et son mode d'exécution (objective Tatkomponente). Du point de vue subjectif, sont pris en compte l'intensité de la volonté délictuelle ainsi que les motivations et les buts de l'auteur (subjektive Tatkomponente). À ces composantes de la culpabilité, il faut ajouter les facteurs liés à l'auteur lui-même (Täterkomponente), à savoir les antécédents (judiciaires et non judiciaires), la réputation, la situation personnelle (état de santé, âge, obligations familiales, situation professionnelle, risque de récidive, etc.), la vulnérabilité face à la peine, de même que le comportement après l'acte et au cours de la procédure pénale (ATF 142 IV 137 consid. 9.1 p. 147 ; 141 IV 61 consid. 6.1.1 p. 66 s.). 3.1.2. À teneur de l'art. 106 CP, sauf disposition contraire de la loi, le montant maximum de l'amende est de CHF 10'000.- (al. 1). Celle-ci, de même que la peine privative de liberté de substitution, doit être fixée en tenant compte de la situation de l'auteur afin que la peine corresponde à la faute commise (al. 3). À l'instar de toute autre peine, l'amende doit donc être fixée conformément à l'art. 47 CP (arrêts du Tribunal fédéral 6B_337/2015 du 5 juin 2015 consid. 4.1 ; 6B_988/2010 du 3 mars 2011 consid. 2.1 et 6B_264/2007 du 19 septembre 2007 consid. 4.5). Le juge doit ensuite, en fonction de la situation financière de l'auteur, fixer la quotité de l'amende de manière qu'il soit frappé dans la mesure adéquate (ATF 129 IV 6 consid. 6.1 in JdT 2005 IV p. 215 ; 119 IV 330 consid. 3 p. 337). La situation économique déterminante est celle de l'auteur au moment où l'amende est prononcée (arrêt du Tribunal fédéral 6B_547/2012 du 26 mars 2013 consid. 3.4 et les références citées). Un jour de peine privative de liberté de substitution (art. 106 al. 2 CP) correspond schématiquement à CHF 100.- d'amende (R. ROTH / L. MOREILLON [éds], Code pénal I : art. 1-100 CP, Bâle 2009, n. 19 ad art. 106). 3.1.3. D'après l'art. 49 al. 1 CP, si, en raison d'un ou de plusieurs actes, l'auteur remplit les conditions de plusieurs peines de

même genre, le juge le condamne à la peine de l'infraction la plus grave et l'augmente dans une juste proportion.

E. 3.2

En l'espèce, la faute du prévenu n'est pas légère, en ce sens qu'il a enfreint plusieurs règles de la circulation routière. Sa prise de conscience est faible, dans la mesure où il persiste à contester les infractions reprochées, rejetant la faute sur C_____. Il a des antécédents, dont un spécifique, ce qui n'a pas été pris en compte par le premier juge. Au vu de ce qui précède, l'amende de CHF 2'140.- fixée par le Tribunal de police n'apparaît pas excessive, soit CHF 1'240.- pour le déplacement d'une voie à l'autre et CHF 900.- pour la violation des devoirs en cas d'accident, quotité en soi non contestée par l'appelant, compte tenu de sa faute et de sa situation personnelle. La peine privative de liberté de substitution sera arrêtée à 21 jours, par référence à un taux de conversion de CHF 100.-/jour. Par conséquent, le jugement entrepris sera confirmé et l'appel intégralement rejeté.

E. 4

4.1. L'appelant, qui succombe, supportera les frais de la procédure envers l'État (art. 428 CPP), comprenant un émolument de CHF 1'200.- (art. 14 al. 1 let. e du règlement fixant le tarif des frais en matière pénale du 22 décembre 2010 [RTFMP ; RS E 4 10.03]).

E. 4.2

Vu l'issue de la procédure, l'appelant sera débouté de ses conclusions en indemnisation (art. 429 CPP). * * * * * PAR CES MOTIFS, L E PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE PÉNALE D'APPEL ET DE RÉVISION : Reçoit l'appel formé par A_____ contre le jugement JTDP/445/2019 rendu le 29 mars 2019 par le Tribunal de police dans la procédure P/14481/2018. Le rejette. Condamne A_____ aux frais de la procédure d'appel en CHF 1'515.- qui comprennent un émolument de CHF 1'200.-. Déboute A_____ de ses conclusions en indemnisation. Confirme le jugement entrepris, dont le dispositif est le suivant : "Déclare A_____ coupable de violation simple des règles de la circulation routière (art. 26, 34, 44 et 90 al. 1 LCR; déplacement d'une voie à l'autre avec accident dégâts matériels légers) et de violation des obligations en cas d'accident (art. 51 LCR, 56 OCR et 92 al. 1 LCR). Condamne A_____ à une amende de CHF 2'140.- (art. 106 CP). Prononce une peine privative de liberté de substitution de 21 jours. Dit que la peine privative de liberté de substitution sera mise à exécution si, de manière fautive, l'amende n'est pas payée. Rejette les conclusions en indemnisation de A_____ (art. 429 CPP). Condamne A_____ aux frais de la procédure, qui s'élèvent à CHF 610.-, y compris un émolument de jugement de CHF 300.- (art. 426 al. 1 CPP). [] Fixe l'émolument complémentaire de jugement à CHF 600.-. Condamne A_____ à payer à l'Etat de Genève l'émolument complémentaire fixé à CHF 600.-." Notifie le présent arrêt aux parties. Le communique, pour information, au Service des contraventions, à l'Office cantonal de la population et des migrations, au Service cantonal des véhicules et à l'autorité inférieure. La greffière : Katia NUZZACI Le président : Pierre BUNGENER Indication des voies de recours : Conformément aux art. 78 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF), par-devant le Tribunal fédéral (1000 Lausanne 14), par la voie du recours en matière pénale. P/14481/2018 ÉTAT DE FRAIS AARP/346/2019 COUR DE JUSTICE Selon les art. 4 et 14 du règlement du 22 décembre 2010 fixant le tarif des frais et dépens en matière pénale (E 4 10.03). Total des

frais de procédure du Tribunal de police : CHF 1'210.00 Bordereau de frais de la Chambre pénale d'appel et de révision Délivrance de copies et photocopies (let. a, b et c) CHF 00.00 Mandats de comparution, avis d'audience et divers (let. i) CHF 240.00 Procès-verbal (let. f) CHF 00.00 État de frais CHF 75.00 Émoluments de décision CHF 1'200.00 Total des frais de la procédure d'appel : CHF 1'515.00 Total général (première instance + appel) CHF 2'725.00

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.